



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

Communiqué n° 25

Rédaction finalisée le 24 novembre 2016

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SCOPE – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE - ORM

Dans un monde d'incertitudes, des signes d'embellie se confirment en PACA

La croissance mondiale devrait s'établir à 3,1 % en 2016 avant de remonter à 3,4 % en 2017. La prévision de croissance pour les pays avancés a été révisée à la baisse (- 0,1 point) pour 2016 et 2017, suite au Brexit et à une croissance plus faible que prévue aux États-Unis.

Dans la **zone euro**, selon les dernières analyses de septembre issues de la Banque Centrale Européenne, la reprise économique devrait se poursuivre mais les taux de croissance seraient légèrement inférieurs à ceux envisagés en juin 2016. L'orientation accommodante de la politique monétaire ; les cours toujours bas des matières premières ; l'amélioration de la situation sur le marché du travail et les progrès accomplis en matière de désendettement, dans les secteurs publics et privés, devraient favoriser la croissance de la demande intérieure, dans un contexte de redressement progressif de l'économie mondiale. La croissance annuelle du PIB serait de 1,7 % en 2016 et de 1,6 % en 2017 et 2018.

En **France**, selon les projections effectuées dans le cadre de l'Eurosystème, après trois années de croissance faible, la reprise se confirmerait, mais l'accélération resterait modérée : le PIB croîtrait de 1,4 % en 2016, de 1,5 % en 2017 et de 1,6 % en 2018. Au final, la France afficherait des résultats inférieurs à la reprise de la zone euro, elle-même encore partielle. Au **3^e trimestre 2016**, les prévisions de la Banque de France au travers de l'Indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA) anticipent une évolution du PIB de + 0,4 % au 4^e trimestre 2016.

En **PACA**, à la fin du **3^e trimestre 2016**, l'activité est plutôt favorablement orientée dans le **bâtiment** et les **travaux publics**. En effet, la demande publique et privée se confirme, soutenue par la baisse des taux d'emprunt particulièrement incitative.

Au global, dans l'**industrie**, même si les carnets de commandes reprennent une orientation favorable sur le marché national comme à l'exportation, l'activité régionale a diminué ponctuellement, suite à des problèmes techniques (industries chimiques et métallurgiques). Le taux d'utilisation des capacités de production s'établit à 79 %, soit un taux qui est proche de sa moyenne de longue période (82 %).

Dans les **services marchands**, composante majeure de l'économie régionale, la tendance globale fait ressortir une évolution positive de l'activité plus marquée dans l'hébergement, la communication, l'ingénierie technique, le transport, l'intérim et le nettoyage industriel. Cette tendance favorable se reporte sur l'emploi.

De façon générale, l'économie régionale connaîtrait, à court terme, des évolutions positives de l'activité.

Le redressement de l'emploi se confirme

Au **2^e trimestre 2016**, l'emploi salarié marchand poursuit sa progression en **PACA** et dépasse désormais son niveau d'avant-crise : + 0,5 %, après + 0,7 % au 1^{er} trimestre 2016. Au 30 juin 2016, la région compte ainsi 1 124 800 salariés dans les secteurs concurrentiels (hors agriculture et particuliers employeurs). Sur les 5 900 emplois créés ce trimestre, 5 000 sont des emplois hors intérim. L'intérim augmente de + 2,5 %, après + 4,4 %. Sur un an, la croissance de l'emploi régional est forte : + 1,5 %, après + 1,6 % au 1^{er} trimestre 2016 (soit 17 100 salariés supplémentaires).

Pour le sixième trimestre consécutif, c'est le tertiaire marchand qui est à l'origine de la majorité des créations d'emplois. En comptant chaque intérimaire dans son secteur d'activité employeur, la demande de travail émanant des entreprises s'accroît de l'équivalent de 5 860 emplois dans ce secteur, après + 6 680 au 1^{er} trimestre 2016 (soit + 0,7 %, après + 0,8 %). Tous les sous-secteurs contribuent à cette hausse, notamment le commerce, dont les besoins de main d'œuvre ne cessent de progresser depuis un an et demi (+ 2 290 au 2^e trimestre, soit + 0,9 %), et les activités de soutien aux entreprises (+ 980, soit + 0,5 %). Dans l'**industrie**, l'emploi se replie après avoir progressé de façon quasi-continue pendant un an : - 0,3 %, soit - 470 personnes (après + 0,4 %). La baisse concerne tous les sous-secteurs à l'exception de la « fabrication d'autres produits industriels » dont les effectifs ne varient pas au 2^e trimestre. Enfin, dans la **construction**, la demande de travail émanant des entreprises progresse de l'équivalent de 400 emplois, soit + 0,4 % après + 0,7 % au trimestre précédent. Cette croissance s'explique pour moitié par la hausse de l'intérim.



Le taux de recours à l'intérim dans ce secteur a d'ailleurs encore légèrement progressé et atteint 8,9 %. Au total, pour le deuxième trimestre consécutif depuis la crise de 2008, la croissance annuelle de l'emploi dans la construction est positive : + 0,7 % comme au trimestre précédent.

En **France métropolitaine**, l'emploi salarié marchand progresse aussi, mais beaucoup plus modérément qu'en PACA : + 0,2 %, après + 0,1 %, soit + 29 500 personnes. Cette croissance s'explique uniquement par les créations d'emplois hors intérim, l'intérim restant stable au 2^e trimestre. Sur un an, la hausse est de + 0,8 %, comme au trimestre précédent (+ 123 400). L'écart en faveur de la région, déjà très prononcé, ne cesse de se creuser.

Baisse du taux de chômage

En **PACA**, le **taux de chômage** localisé diminue de 0,3 point au 2^e trimestre 2016 après une stabilité au trimestre précédent, et s'établit à 11,1 % de la population active, son plus bas niveau depuis quatre ans. Sur un an, il recule de 0,6 point. En **France métropolitaine**, le repli trimestriel est de même ampleur et le taux de chômage (au sens du BIT) atteint 9,6 % de la population active. Il diminue de 0,5 point sur un an. La baisse trimestrielle du taux de chômage est identique au niveau régional (- 0,3 point) dans les **départements** des Alpes-Maritimes (10,3 %), des Bouches-du-Rhône (11,4 %) et du Vaucluse (12,6 %). Elle atteint - 0,4 point dans les Hautes-Alpes (8,9 %) et - 0,5 point dans le Var (10,7 %) et les Alpes-de-Haute-Provence (11,2 %).

Au **3^e trimestre 2016**, en **PACA**, le nombre moyen de **demandeurs d'emploi de catégories A, B, C** (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite ou sans activité) augmente plus rapidement qu'au trimestre précédent (+ 2,7 %, après + 1,8 % en rythme annuel). Cette accélération est notamment imputable aux jeunes de moins de 25 ans dont le nombre est presque stable ce trimestre après une forte baisse au trimestre précédent (- 0,3 % sur un an, après - 4,1 %). Pour la première fois depuis 2009, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an est plus rapide que celle des demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) : respectivement + 3,8 % et + 1,3 % au 3^e trimestre 2016. Parallèlement, la part du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue de 0,6 point sur un an, pour s'établir à 41,5 %. Cette diminution est notamment liée au plan « 500 000 formations supplémentaires » opérationnel depuis fin mars. Au niveau **France métropolitaine**, ces tendances sont similaires.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC)¹ poursuit son amélioration au cours du 2^e trimestre 2016

L'ICDC diminue de près d'un mois (- 29 jours) ce trimestre en **PACA** et retrouve son niveau du 1^{er} trimestre 2011. La région suit une tendance similaire au niveau national. Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au **2^e trimestre 2016**, un demandeur d'emploi resterait inscrit sur les listes de Pôle emploi en moyenne **327 jours**.

Cette embellie trimestrielle de l'indicateur est davantage située dans le Vaucluse (- 49 jours) et les Bouches-du-Rhône (- 40 jours). Elle concerne les hommes comme les femmes (- 29 jours), les seniors (- 40 jours) et les cadres (- 51 jours).

Les évolutions de l'indicateur, à long terme (depuis le second semestre 2004), semblent se modifier au niveau des départements :

- les Bouches-du-Rhône, avec un taux de chômage élevé, avaient un ICDC supérieur à celui de la région. Ce dernier est désormais inférieur de 10 jours à celui de la région au cours de ce trimestre (318 jours) ;
- dans les Alpes-de-Haute-Provence (366 jours) et le Vaucluse (350 jours), dont les indicateurs étaient proches de celui de PACA, les taux de chômage ont augmenté de plus de 4 points, entre début 2008 et fin 2014, et leurs ICDC sont devenus depuis quelques trimestres nettement supérieurs à l'ICDC régional ;
- les ICDC du Var (334 jours) et des Alpes-Maritimes (324 jours) sont, quant à eux, proches du niveau régional.

Les observations des prochains trimestres permettront de préciser ces évolutions.

Zoom sur le marché du travail territorialisé

Recul marqué du chômage dans les zones d'emploi de Briançon et Draguignan

À un niveau géographique plus fin, le taux de chômage recule dans chacune des zones d'emploi de la région. Les plus fortes baisses trimestrielles concernent Briançon (8,5 %) et Draguignan (11,9 %) avec - 0,6 point. Le repli est de 0,4 point pour Nice (10,3 %), Toulon (10,3 %), Salon-de-Provence (11,6 %), Manosque (12,1 %), Marseille - Aubagne (12,1 %) et Arles (13,4 %). Dans les autres territoires de la région, le taux de chômage diminue entre 0,2 et 0,3 point, ce qui est proche de l'évolution régionale.

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 04/11/2016

¹ L'ICDC est un nouvel indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le **calcul de l'espérance de vie d'une population** en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.